

1. Stratégie et Géostratégie en Allemagne

Il ne se passe presque aucun jour sans que les mots " géopolitique ", " géostratégie ", " géographie politique" etc. ne soient pas utilisés dans la discussion politique. Ce qui manque, ce ne sont pas les définitions, mais un consensus sur les définitions. Il est donc nécessaire de clarifier la compréhension allemande dans ce domaine.

1. La stratégie globale: la " Gesamtstrategie "

Chaque nation a sa propre définition ou au moins sa propre compréhension du mot „stratégie". Il est donc nécessaire de préciser l'approche allemande de la théorie de stratégie globale.

Politique et stratégie vont de paire, l'une existe toujours avec l'autre. La stratégie est subordonnée à la politique. En tout cas il faut faire la distinction entre la stratégie globale en vue d'un but politique, et les stratégies partielles comme la stratégie militaire, économique etc. La stratégie militaire a pour objet de atteindre un objectif militaire, ce dernier résultant de l'objectif politique. La stratégie est une méthode pour réaliser le but politique en utilisant des moyens comme les forces armées, des biens économiques, et autres. La stratégie emploie donc des moyens différents afin de réaliser les buts qui sont définis par la politique. Une doctrine stratégique est par conséquent la manière pour une société d'assurer son avenir. Mais c'est plutôt une approche qui est fortement liée à l'idée militaire.

La *Gesamtstrategie*, donc la stratégie globale est une conception générale afin de réaliser les objectifs de la politique extérieure et de la sécurité en utilisant tous les moyens politiques, économiques, militaires, et autres. Tous les facteurs géopolitiques, géostratégiques et le cadre des alliances sont pris en compte en vue de promouvoir les intérêts nationaux.

Une telle stratégie globale n'a pas pour objet une victoire militaire mais la direction d'une nation avec sa politique extérieure et de sécurité, la technologie, la géo- économie et l'écologie, la société et sa culture et finalement les forces armées afin de garantir sa stabilité et sa prospérité.

2. La situation géostratégique d'Allemagne

Après la chute du mur de Berlin les caractéristiques suivantes ont changé le cadre géostratégique de l'Allemagne.

L'Allemagne a des frontières communes avec neuf pays. Cinq (bientôt sept) sont pays-membres de l'OTAN. La situation géographique frontalière s'est transformée en une situation centrale en Europe. A cause de cela l'Allemagne joue un rôle de raccordement économique et politique entre l'Est et l'Ouest; de plus l'Allemagne est devenue le pays de transit le plus significatif en Europe.

Avant 1990, la situation frontalière nécessitait un grand nombre de militaires, des douanes et la *Bundesgrenzschutz* (Police Fédérale Frontalière) afin de protéger les frontières de l'Union Européenne et de l'OTAN face à l'est. Aujourd'hui, l'Allemagne est fortement concernée par le dynamisme politique est-ouest et le conflit nord-sud entre les pays fortement industrialisés et les pays africains et asiatiques en voie de développement. Les réductions budgétaires rendent plus difficile la gestion de ce dynamisme.

L'Allemagne est un pays extrêmement industrialisé avec une population très dense. L'économie dépend largement des exportations et des relations internationales stables. L'Allemagne est soumise aux processus de globalisation avec l'internationalisation des marchés, des produits, des industries, des technologies, des entreprises et des médias. Aujourd'hui, les Etats peuvent atteindre prospérité et sécurité seulement s'ils acceptent la primauté du libre accès et du libre échange des informations et du commerce mondial. Dans ce cadre l'Allemagne joue aussi un rôle régional dit européen: l'objectif est de créer une région européenne économique forte qui sera capable d'agir et de tenir sa place dans la compétition mondiale.

3. Le " Erweiterter Sicherheitsbegriff ": La notion allemande de sécurité

Des conflits militaires susceptibles de menacer l'Allemagne dans son existence sont devenus invraisemblables. Ils le seront d'autant plus que l'Allemagne conservera la capacité d'assurer sa protection en coopération avec ses partenaires de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Dans le futur environnement stratégique, les risques militaires ne seront qu'un aspect parmi d'autres de la large gamme des facteurs déterminant la sécurité.

Sur cette toile de fond, il s'agira de circonscrire par le biais d'une politique préventive les risques à l'endroit même où ils naissent et avant même qu'ils ne dégèrent en un conflit aigu. La préservation de la

sécurité doit être conçue comme une fonction de protection élargie. Dans ce nouveau concept de sécurité, la capacité de défense demeurera le fondement de la sécurité de l'Allemagne et de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Mais ce qui doit figurer au premier plan de la préservation de la sécurité, c'est la prévention des conflits et la maîtrise des crises dans un cadre géographique élargi et sur la base d'un mandat international légitimant les actions correspondantes.

Compte tenu de ses imbrications mondiales et ses intérêts et engagements internationaux, l'Allemagne est concernée par l'ensemble des risques donnés. Les défis qui se posent dans ce monde en mutation ne peuvent être affrontés en solitaire par aucune nation ni par aucune des institutions de sécurité existantes. Aussi s'agira-t-il de définir des approches d'action collective dans le cadre de la coopération. Il est donc nécessaire de développer les instruments de prévention des crises et des conflits de manière à pouvoir assurer à l'avenir le désamorçage des crises avant même qu'elles ne franchissent le seuil de la guerre et de la violence.

1. Les risques militaires

Après la fin du conflit Est-Ouest, les conflits historiques, refoulés sous la dictature communiste, refont surface avec violence. C'est ainsi que la guerre civile et les conflits internes et régionaux redeviennent possibles en Europe. Compte tenu des multiples risques existant aux niveaux national et régional, des conflits peuvent apparaître inopinément et conduire à une escalade régionale. Il est plutôt invraisemblable qu'il en résulte une menace militaire pour l'OTAN, mais tout conflit armé et toute guerre civile en Europe est de nature à remettre en cause le processus stable et pacifique de l'intégration européenne. Parallèlement à l'action politique destinée à promouvoir la stabilité des relations de voisinage dans l'ensemble de l'Europe et d'empêcher de nouvelles courses aux armements régionales, il faut donc posséder avant toute une capacité développée de maîtrise des crises et des conflits. En définitive, il importe de créer un ordre de sécurité coopérative prévoyant des barrières efficaces contre l'usage de la force militaire et permettant ainsi une prévention prospective des conflits.

2. Les risques non-militaires

Dans les sociétés sous-développées et instables, les droits de l'homme ne sont souvent pas ou à peine respectés. Ils sont, aujourd'hui, pratiquement inexistantes pour deux milliards d'hommes, et valables dans une mesure limitée seulement pour 2,5 milliards. Ces chiffres correspondent aux sept huitièmes de la population mondiale. L'injustice, la pression et l'arbitraire étatique qu'elles subissent en permanence ainsi que la peur de la guerre, de la violence et de la misère s'accumulent pour un nombre croissant de personnes à tel point qu'elles ne voient pas d'alternative à la fuite et à la migration. Prenant souvent la forme d'un exode massif, ces migrations ont pour effet d'ébranler d'avantage encore l'ordre interne des Etats et des régions concernées et imposent de lourdes charges aux pays d'accueil, notamment dans le Tiers monde. Selon les estimations du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), il existe actuellement à l'échelle mondiale quelque 19 millions de réfugiés ainsi que 24 millions de personnes environ qui sont des déplacés dans leur propre pays. Par ailleurs, on peut partir de l'hypothèse que 100 millions de personnes, au minimum, vivent en migrant à l'extérieur de leur pays. L'Allemagne est un des pays européens qui accueille le nombre le plus élevé de réfugiés en Europe.

L'effort d'armement qui continue dans de nombreuses parties du monde confère aux problèmes des régions sous-développées un caractère plus explosif encore. Les pays en voie de développement consacrent aux armements chaque année 200 milliards de dollars, autant que la somme destinée à la santé et à l'alimentation. Un tiers de leurs dettes extérieures a pour origine des achats d'armement. L'armement et la guerre hypothèquent non seulement les faibles ressources financières, mais ils réduisent à néant, l'effort fait pour le développement. Pour les plus de 30 conflits militaires existant actuellement, citons la Bosnie et la Somalie comme exemples déprimants. Les pays industrialisés en subissent, eux aussi, les conséquences. Pendant la seule année 1993, les missions en faveur de la paix réalisées sous l'égide de l'ONU ont coûté plus de trois milliards de Dollars américains. La réparation des dommages causés par la guerre et l'assistance accordée aux innombrables réfugiés exigent aussi des crédits qui, autrement, auraient pu être investis dans le progrès économique et social des pays respectifs.

Il faut finalement considérer les risques qui en résultent comme des problèmes socio-économiques à cause de l'immigration vers les pays de la Communauté Européenne. Le terrorisme et le fondamentalisme sont encore deux autres aspects qui ne sont pas abordés ici.

2. L'intérêt national en Allemagne

L'Allemagne est concernée par l'ensemble des risques mentionnés. Les défis qui se posent dans ce monde en mutation ne peuvent être affrontés en solitaire par aucune nation ni par aucune des institutions de sécurité

existantes. Aussi s'agira-t-il de définir des approches d'action collective dans le cadre de la coopération. Il est donc nécessaire de développer les instruments de prévention des crises et des conflits de manière à pouvoir assurer à l'avenir le désamorçage des crises avant même qu'elles ne franchissent le seuil de la guerre et de la violence.

Dans l'effort de préservation de la sécurité et de la stabilité, il est nécessaire de considérer toujours la gamme complète des mesures pouvant être prises pour atteindre cet objectif. Ce qu'il faut, c'est une approche considérant dans chaque cas concret l'ensemble des aspects politiques, économiques, sociaux, socioculturels, écologiques et militaires. Dans le cadre d'une politique visant à maîtriser les crises et les conflits en s'attaquant aux causes qui sont à leur origine, il peut également s'avérer nécessaire de recourir aux moyens militaires pour empêcher, circonscrire ou faire cesser la guerre et la violence, mais cela est la dernière option à prendre si tous les autres engagements ont échoué.

1. L'intérêt national allemand

Les intérêts guidant l'Allemagne dans son action en matière de sécurité résultent des valeurs formulées dans la *Grundgesetz*, la Loi Fondamentale. Avec le mandat de préserver la paix, de contribuer à l'Union Européenne, de régler les litiges d'une manière pacifique et d'adhérer à un système de sécurité collective, la *Grundgesetz* a établi les critères essentiels présidant à la définition des intérêts de sécurité allemande. Interpréter ces intérêts dans chaque situation décisionnelle concrète à la lumière des changements intervenus dans le contexte international et les faire valoir d'une manière crédible, telle est la mission de la politique allemande de sécurité.

La politique extérieure et de sécurité allemande est centrée autour de cinq intérêts essentiels qui sont précisés dans le *Weissbuch* - le Livre Blanc de la Défense - et les *Verteidigungspolitische Richtlinien*

- assurer la liberté, la sécurité et le bien-être de la population et l'intégrité du territoire national;
- promouvoir l'intégration des démocraties européennes dans l'Union Européenne, car la démocratie, des structures d'état de droit et la prospérité en Europe signifient paix et sécurité également pour le peuple allemand;
- maintenir, sur la base de valeurs partagées et d'intérêts analogues, l'alliance durable transatlantique avec les Etats-Unis en tant que puissance mondiale; en effet, le potentiel américain est indispensable pour la stabilité internationale;
- rapprocher nos voisins orientaux, dans un esprit d'harmonisation et de partenariat, des structures occidentales et organiser un nouvel ordre de sécurité coopérative qui réunisse l'ensemble des nations européennes;
- faire respecter planétairement le droit international et les droits de l'homme, et instaurer un ordre économique mondial équitable, fondé sur les règles de

l'économie de marché; car la sécurité des diverses nations ne peut être garantie que dans le cadre d'un système de sécurité globale assurant la paix, le droit et le bien-être à l'humanité tout entière.

1. La politique extérieure et de sécurité allemande

Les concepts de dissuasion et de défense traditionnels ne sont pas transposables aux conflits internes et sociaux. Cela vaut également pour les développements porteurs de crises ayant pour toile de fond la faim, l'oppression, le sous-développement, la haine et le désespoir. La politique de sécurité doit toujours avoir une orientation globale. Elle doit s'attaquer aux racines des conflits, si possible avant même qu'ils prennent une dimension militaire. A l'époque de la guerre froide, cette approche se voyait limitée par la situation générale qui imposait une politique axée plus qu'on ne l'aurait souhaité sur des considérations militaires. Par contre, la situation aujourd'hui exige, dans une mesure bien plus forte, la mise en oeuvre de toute la gamme des instruments de la politique extérieure et de sécurité pour reconnaître suffisamment tôt les indices d'un conflit et en assurer la maîtrise chaque fois que cela est possible. Dans de nombreuses régions du monde, les hommes se sentent menacés, plus que par toute autre chose, par la misère, la faim, la surpopulation, le non-respect des droits de l'homme et les dommages causés à l'environnement.

Avec la lutte contre les causes écologiques et sociales à l'origine des conflits, la politique d'aide au développement contribue à sauver les fondements de la vie humaine et assume ainsi une fonction s'inscrivant dans la prévention prospective des crises. Depuis la fin de la guerre froide, l'Allemagne soutient, dans le cadre de la coopération en matière de développement qu'elle pratique avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, des actions de désarmement et de démobilisation, actions qui se solderont par une réduction des dépenses excessives dans le domaine de l'armement et, par voie de conséquence, par la disponibilité de crédits supplémentaires que les pays partenaires pourront investir dans des programmes de développement propres.

Une politique prospective vise la prévention des crises et des conflits. Les crises doivent être affrontées à l'endroit même où elles naissent, par des mesures préventives s'inscrivant dans un concept qui tienne compte des causes de la crise et qui utilise activement et avec souplesse les possibilités données dans les divers champs de la politique. Dans ce contexte, les politiques extérieure et de sécurité, économique, technologique, écologique et de développement forment un tout. Une politique cohérente ainsi conçue ne peut pas être organisée dans un cadre national ou en solitaire.

2. L'intérêt allemand en Afrique subsaharienne

Seule l'Afrique du Sud est intéressante sur le plan économique à l'échelle globale des activités économiques, spécialement dans le domaine des investissements. Certes, beaucoup des Etats africains disposent de riches matières premières. L'importation en Allemagne est tellement faible - à l'exception du platine et du chrome - qu'on ne peut pas définir une véritable dépendance économique. Les intérêts indirects sont également assez faibles; ils visent à une industrialisation afin de constituer des partenaires intéressants pour l'économie allemande. En effet, une industrialisation africaine rapide comme en Asie est peu probable.

Les intérêts directs de sécurité sont concernés dans la mesure où les guerres civiles, la criminalité ou le déclin des institutions menacent les citoyens ou les minorités allemandes. De plus, pour la sécurité intérieure de l'Allemagne, l'immigration de ressortissants africains est significatif. L'objectif est donc d'empêcher l'augmentation de la criminalité et du chaos qui peuvent influencer d'autres régions. Finalement la demande des Etats européens et des Etats-Unis de partager les charges pourrait mener à un engagement allemand plus fort en Afrique - y compris un engagement militaire.

Vis-à-vis du sous-développement dans la plupart des pays africains, des nombreux conflits armés, des nombreuses violations du droit de l'homme, et de la difficulté de créer des systèmes démocratiques, le continent africain est une région qui exige particulièrement une politique basée sur des valeurs. Sans développement, sans démocratisation, et sans pacification, la création d'un ordre global basé sur un commerce et des négociations pacifiques ne réussira pas. L'objectif d'arriver à un tel monde est vital à long terme pour un pays qui dépend largement de ses exportations.

L'intérêt politique allemand est aussi fondé sur le fait que les 48 états africains représentent un poids en votes remarquable dans les organismes internationaux et supranationaux.

Les intérêts écologiques avec l'aspect de destruction environnemental et les effets mondiaux ne sont pas élaborés ici en détail.

Les annexes de ce mémoire précisent les intérêts nationaux allemands par rapport à différents pays africains.

1. L'engagement national allemand

La coopération entre l'Allemagne et l'Afrique s'inscrit dans un cadre bilatéral. La coopération financière entre l'Allemagne et l'Afrique subsaharienne dans tous ses aspects représente 24,5 % du volume global, alors que l'aide technique monte à 32 % du volume global. Le but est de préciser l'emploi des moyens militaires et policiers en Afrique subsaharienne.

1. Définitions

Tout d'abord il faut des définitions des différents types d'aide bilatérale. En particulier, le mot *Militärhilfe* (aide militaire) est politiquement délicat en Allemagne. Généralement, toute aide est composée de deux parties qui sont la coopération financière (donc le financement proprement dit) et la coopération technique (donc l'emploi de personnel ou de matériel):

L'Entwicklungshilfe (aide au développement) est l'aide civile aux pays du Tiers Monde sous la responsabilité du *Bundesministerium für Zusammenarbeit* (ministère de la coopération), mis à part le domaine militaire et policier.

La *Rüstungshilfe* (aide à l'armement) est l'aide aux pays de l'OTAN dans le cadre des contrats bilatéraux sous la responsabilité du *Bundesministerium für Verteidigung* (ministère de la défense).

L'Ausstattungshilfe (aide à l'équipement) est le soutien matériel des forces armées et de la police, armes et munitions non incluses. Financé par l'*Auswärtiges Amt* (bureau des affaires étrangères qui est l'organisme exécutif du ministère des affaires étrangères) et géré par le ministère de la défense ou le ministère de l'intérieur cette aide a pour objectif de faciliter le travail des organismes de sécurité locaux en fournissant le matériel nécessaire ou manquant, afin de permettre la création ou la préservation de conditions stables. Par définition, les conseillers militaires allemands qui sont stationnés en Afrique ne font pas partie de l'*Ausbildungshilfe* mais de l'*Ausstattungshilfe* afin d'entraîner les futurs utilisateurs d'équipements fournis par l'Allemagne. Les conseillers de la police et du *Bundesgrenzschutz* font partie de l'*Ausstattungshilfe* non-militaire, même si cela inclut beaucoup plus un entraînement directement lié aux activités policières et dans une moindre mesure à l'entraînement concernant des équipements.

L'Ausbildungshilfe (aide à l'entraînement) suit les mêmes principes que l'*Ausstattungshilfe*, mais ne concerne que les étrangers qui sont entraînés en Allemagne.

2. Cadre légal et budgétaire

Au début de la création de l'aide technique les ressources financières n'étaient pas regroupées sous le même titre, la raison étant la préservation du secret. De plus, la coopération interministérielle manquante a augmenté la confusion, laquelle a conduit parfois à des décisions politiques inopportunes.

Finalement, les lois sur l'exportation des matériaux militaires ont précisé le cadre: l'*Aussenwirtschaftsgesetz* du 28.04.1961 (loi sur l'économie extérieure qui règle les exportations et importations) et la *Gesetz über die Kontrolle von Kriegswaffen* du 20.04.1961 (loi sur le contrôle des armes de guerre), précisée par la décision de la *Bundesregierung* du 28.04.1981 sur la détermination des principes politiques.

Les ressources financières sont regroupées aujourd'hui dans le *Einzelplan 05*, qui est le plan financier de l'*Auswärtiges Amt* pour souligner l'aspect civil. De plus, le *Haushaltsgesetz* prescrit que toutes les armes et les munitions sont complètement exclues. Dans le *BMVg* (*Bundesministerium der Verteidigung*), cela est appliqué de façon tellement stricte que tous les militaires affectés comme conseillers ne doivent pas faire un service qui inclut l'emploi ou l'utilisation des armes. Le *Auswärtiges Amt* détermine finalement les pays africains et le volume d'aide qui leur est respectivement alloué, en considérant les aspects financiers, politiques, militaires et policiers. De plus, la loi prévoit que la conclusion des contrats - quelle que soit la forme d'aide - doit être accordée par le *Haushaltsausschuß* (conseil de finances) et par le *Auswärtiger Ausschuß* (conseil des affaires étrangères) du *Bundestag*.

Depuis 1977, les deux conseils ont décidé que l'aide d'un petit volume jusqu'à un montant de 20 millions DM peut être accordé par le *Auswärtiges Amt*, afin d'obtenir plus de souplesse en cas d'urgence.

3. Responsabilités

Pendant les années soixante, le processus de décision politique sur l'aide technique et financière était caractérisé par l'absence d'une conception claire, la participation non-coordonnée des organismes différents avec leurs intérêts divergents, un contrôle politique insuffisant, et finalement un certain automatisme décisionnel dans la hiérarchie ministérielle. Pendant les années suivantes, cet automatisme de gestion de l'*Ausstattungshilfe* fut supprimé. Certains mécanismes de contrôle parlementaire furent ajoutés.

1. Auswärtiges Amt (Bureau des Affaires Etrangères)

Le *Auswärtiges Amt* est l'organisme responsable, quelle que soit la forme d'aide accordée. En principe, un pays formule la demande auprès de l'ambassadeur allemand. Souvent la demande inclut des armes, des moyens „dual-use" comme hélicoptères ou des voitures de luxe climatisées.

Rarement le *Auswärtiges Amt* propose lui-même des aides techniques ou financières. Après l'indépendance des pays baltes ou de la Macédoine c'est le gouvernement allemand qui a offert une aide pour la police. En Éthiopie une aide à la démocratisation fut offerte.

Après l'autorisation par les conseils du parlement, ce sont les ministères suivants qui sont chargés de la mise en oeuvre:

2. Bundesministerium der Verteidigung (Ministère de la Défense)

L'aide technique militaire - *Austattungshilfe* - est sous la responsabilité du ministère de la Défense (*Bundesministerium der Verteidigung - BMVg*), y compris l'achat, la livraison du matériel et l'entraînement des futurs opérateurs. Cela comprend aussi les transports éventuels par des moyens de l'armée de l'air. Les détails seront précisés ci-dessous.

3. Bundesministerium des Inneren (Ministère de l'intérieur)

De la même façon que le ministère de la défense est responsable pour l'aide technique militaire, le ministère de l'intérieur est responsable pour l'aide technique policière, y compris l'entraînement des agents de police et la lutte contre le trafic de stupéfiants. L'accent est mis sur la coopération avec les organismes policiers allemands.

4. Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit (Ministère de la Coopération économique)

Le ministère de la coopération économique n'est ni responsable ni chargé d'une partie de l'*Ausstattungshilfe*, ce qui explique la concurrence entre les ministères. En 1991 le ministre de la coopération Spranger a insisté sur la codécision de son ressort. Le ministère de la coopération économique voit la nécessité de la codécision là où il existe le danger que l'*Ausstattungshilfe* ne s'inscrive pas dans le cadre des objectifs de la politique allemande de développement et des intérêts des pays destinataires. En tout cas, le *Auswärtiges Amt* informe depuis 1991 le ministre de la coopération, mais il n'y a pas de participation au processus décisionnel.

4. Militärische Ausstattungshilfe (Aide militaire technique)

L'aide militaire technique est en volume une partie restreinte de l'engagement national allemand en Afrique, mais elle est la seule forme d'emploi des soldats allemands en Afrique en dehors des ambassades. L'emploi des conseillers de la police n'est pas tellement politisé, mais l'emploi des forces armées dans un cadre national à l'extérieur - quelle que soit sa forme d'emploi - est et reste difficile en Allemagne.

1. Conception

Pragmatisme et convenance politique déterminent le choix de pays africains. Les motifs et les raisons de consentir à la demande d'un pays africain et de le soutenir matériellement et financièrement ont été parfois différents, mais toujours guidés par les objectifs généraux suivants.

L'*Ausstattungshilfe* est en premier lieu un outil de la politique extérieure dans le cadre de la politique vis-à-vis des pays du Tiers Monde et spécialement des pays africains. Dans le passé, l'aspect politique visant à empêcher la reconnaissance de la R.D.A. (République Démocratique d'Allemagne) a joué un rôle. L'accord d'aide était lié souvent à la condition de ne pas établir de liens diplomatiques avec la R.D.A. Aujourd'hui, l'attachement à l'Ouest reste encore une *conditio sine qua non*.

Déjà en 1979 le gouvernement allemand a précisé les idées directrices de sa politique africaine. Le but est de préserver ou de créer la liberté, la stabilité, la paix et le développement en Afrique en vue de diminuer les risques non-militaires qui pourraient toucher l'Allemagne. Dans ce cadre, le rôle des

structures de sécurité en Afrique est beaucoup plus important qu'en Europe. Ces structures sont souvent les seuls moyens organisés capables de garantir l'ordre public et d'aider en cas de catastrophes naturelles, d'expulsions, d'exodes ou de famines. Souvent, les forces armées sont employées dans les secteurs de l'amélioration du réseau routier, des télécommunications, de la santé, ou autres.

2. Les équipes de conseillers

Les réalisations des projets de l'*Ausstattungshilfe* ont fait la preuve que la livraison des matériaux à elle seule n'apporte pas l'effet souhaité si l'entraînement n'est pas inclus. Dans les pays destinataires ont souvent manqué les capacités d'employer, d'entretenir et de réparer le matériel. C'est la raison pour laquelle la *Bundeswehr* et la police ou le *Bundesgrenzschutz* envoient dès le début d'un projet, des équipes de conseillers, qui entraînent le personnel sur l'utilisation technique du matériel, mais aussi dans la planification et l'exécution d'emploi. Normalement, ces équipes ont un effectif de 5 à 10 soldats ou agents de la police / *Bundesgrenzschutz*. Le chef d'équipe est normalement un officier ayant le grade de capitaine ou de lieutenant-colonel. Le principe d'obéissance militaire facilite souvent l'entraînement du personnel d'un pays qui reçoit l'aide technique.

3. L'aspect politique extérieure

Dans le passé la décision sur l'aide technique était souvent liée à l'aspect de la non-reconnaissance de la République Démocratique d'Allemagne. Gaby Gottwald dit dans ce contexte en 1991: „.....Il y a 30 ans on a commencé avec l'aide technique, qui a commencé dans des conditions politiques différentes et qui a eu pour objectif de diminuer l'influence du bloc soviétique et de la R.D.A. sur les structures de sécurité. Dans la mesure où on continue de démocratiser les pays il est impérativement nécessaire de démocratiser et de réduire les structures qui sont les piliers des dictatures - donc la police et les forces armées.”

On peut finalement constater qu'on veut intensifier les relations et les liens entre les pays africains et l'Allemagne en utilisant l'aide au développement et l'aide technique. Dans ce cadre, l'*Ausstattungshilfe* est un outil politique beaucoup souple que

l'aide au développement, car l'Allemagne peut modifier ou supprimer l'*Ausstattungshilfe*, si un pays n'agit plus conformément aux standards politiques souhaités. La suppression ou la réduction de l'aide au développement, en revanche, serait une sanction contre la population d'un pays.

Dans ce cadre, les motifs et les occasions d'accorder l'*Ausstattungshilfe* étaient souvent différents, mais le but n'a pas changé: l'aide technique est et reste un instrument de la politique étrangère de l'Allemagne pour soutenir la politique vis-à-vis des pays du Tiers Monde et des pays africains. Le ministère de la défense dit: " L'*Ausstattungshilfe* soutient les efforts du gouvernement allemand de création et d'approfondissement des relations avec les pays non-européens dans le domaine de la politique extérieure, militaire et de sécurité. Dans le domaine de l'*Ausstattungshilfe* le conseil financier du *Bundestag* (*Haushaltsausschuss*) a constaté à l'occasion de plusieurs visites l'effet extrêmement positif de cet outil. L'adoption du programme d'aide technique 1995-1998 avec les votes d'opposition du *Bundestag* (les *Grüne* et le PDS se sont abstenus) est un indice que cette forme de coopération avec les forces armées des pays amis est reconnue dans son importance politique. "

4. L'aspect économique

Adelmann déplore le mélange des aspects économiques avec ceux de la politique extérieure et de sécurité en disant que l'*Ausstattungshilfe* n'est qu'un moyen d'introduire et de vendre la technologie allemande en Afrique.

Il est évident que l'aide technique inclut la livraison de matériels allemands, mais la préparation des contrats pour l'économie allemande n'est pas un but. Par l'emploi des conseillers allemands il y a quand même un certain effet de publicité parce que les destinataires voient l'efficacité du matériel allemand. En plus, l'aide technique ne sert pas à la sécurisation des investissements privés allemands car la *Bundeswehr* n'est pas du tout engagée à protéger les installations économiques allemandes dans d'autres pays.

Bien sûr, l'économie allemande considère ses propres intérêts, mais les exportations - spécialement les exportations d'armes et de munitions - sont réglementées d'une manière très stricte. En même temps, on ne doit pas oublier que les entreprises allemandes qui ne font pas partie d'industries d'armement sont souvent imbriquées dans des structures économiques d'armement. Par exemple, l'industrie de la construction aéronautique militaire dépend largement du secteur civil.

L'Allemagne est aussi intéressée à sécuriser l'importation des matières premières et les exportations de ses produits. Dans ce cadre, l'aide technique a une importance significative malgré sa petite échelle. Avec l'intensification des relations politiques avec les pays fournisseurs des matières premières les relations économiques sont bien souvent approfondies dans la même mesure.

2. Les problèmes de l'engagement national

Un problème dans le domaine de l'*Ausstattungshilfe* réside dans une coopération insuffisante entre les ministères respectifs, mais aussi avec les efforts du gouvernement fédéral. En outre, l'aide technique n'est pas acceptée si cette aide est confondue avec les exportations d'armes. De plus, la livraison du matériel aux régions en crise aggrave ce problème.

L'engagement national allemand se complique par le fait qu'il y a d'autres organismes non-gouvernementaux qui bénéficient d'un soutien de la République Fédérale d'Allemagne comme l'Eglise Catholique et l'Eglise Protestante d'Allemagne, les fondations de partis politiques ou des centres culturels de la promotion de la Germanophonie.

1. La coopération interministérielles

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'*Ausstattungshilfe* et l'aide à l'entraînement sont gérés par le ministère de la défense sous la responsabilité du Bureau des Affaires Etrangères et contrôlés par les conseils parlementaires. L'aide au développement civil n'a aucun lien avec l'*Ausstattungshilfe* malgré le fait que les deux sont profondément liés.

Le Bureau des Affaires Etrangères et le ministère de la défense ne coopèrent pas avec le ministère de la coopération. Tandis que l'aide technique est réalisée en employant les moyens militaires et reconnue par l'ONU comme aide au développement, il semble que la séparation entre les parties civiles et militaires est intentionnelle. Par les responsabilités différentes et l'absence d'une nécessaire coopération, le comportement de la République Fédérale d'Allemagne peut être mis en cause car un pays destinataire juge l'ensemble de l'aide qu'il reçoit et non pas seulement les différentes parties individuellement. La politique extérieure peut donc être endommagée et devenir douteuse si plusieurs aides se déroulent parallèlement ou contradictoirement.

Cette problématique semble être parfaitement claire au ministère de la coopération. Le chef de la section „Principes et Conceptions" du ministère de la coopération van de Sand a déclaré: „Réflexions et imaginations dans un cadre élargi, qui comprend la politique de sécurité et de développement comme tâche commune entre les ministères, imagination politique et volonté de façonnement, c'est ce qui est nécessaire au gouvernement fédéral, au Bureau des Affaires Etrangères, dans les ministères de la défense, de l'économie et de la coopération.(...) La *Bundeswehr* peut jouer un rôle important pas seulement au cours des missions des casques bleus, mais aussi en dialoguant avec les responsables dans les pays en voie de développement. La participation des forces armées à l'entraînement de la *Bundeswehr* doit faire partie d'un concept global, et cela est valable aussi pour les conseillers militaires de la *Bundeswehr* en Afrique. Leur travail est à coordonner avec la conception de l'aide au développement du gouvernement."

2. Opposition entre l'aide militaire à l'équipement et les exportations d'armement

L'aide technique n'inclut pas la livraison des armes ou de munitions. En République Fédérale d'Allemagne les contrôles d'exportations concernant armes et munitions sont réglés d'une manière très stricte par le *Kriegswaffenkontrollgesetz* (loi sur la contrôle des armes de guerre), le *Außenwirtschaftsgesetz* (loi sur l'économie extérieure) et les *Ausführungsbestimmungen zum Außenwirtschaftsgesetz* (règlement sur l'application de la loi sur l'économie extérieure), fondé sur la Loi Fondamentale. En effet, le contrôle des exportations reste difficile à cause du nombre de demandes d'exportations, des déclarations falsifiées, des entreprises „virtuelles" etc. et nécessite un régime de contrôle international. A défaut le marché noir devient de plus en plus étendu et incontrôlable.

3. La problématique " Dual Use "

Un problème particulier est représenté par les matériels civils qui peuvent être utilisés militairement. Par exemple, se furent des entreprises allemandes qui ont livré des produits civils qui ont rendu l'Iraq capable de construire les usines pour la construction des armes chimiques.

Les livraisons dans le cadre de l'*Ausstattungshilfe* peuvent être utilisées militairement, même si ce n'est pas prévu. Conformément aux réglementations de l'Union Européenne et de l'*Außenwirtschaftsgesetz*, toutes les marchandises à caractère civil peuvent être vendues librement. Par exemple, lorsque le Soudan a acheté des camions militaires chez Mercedes-Benz en 1992, une enquête a été conduite, car Mercedes-Benz était soupçonnée de livraison d'armes. En effet les camions étaient équipés d'une cabine de chauffeur légèrement blindée et des équipements nécessaires pour l'installation d'une mitrailleuse.

4. Engagement national dans les régions de crise

Par un décret du gouvernement fédéral toute exportation de marchandises militaires dans les régions en crise est interdite. Comme il y a peu de pays africains sans conflit, la conclusion serait que presque aucun pays africain ne remplit les conditions pour recevoir une aide technique. La condition indispensable est que le pays destinataire applique les principes démocratiques et respecte les droits de l'homme. Le *Auswärtiges Amt* a déclaré à l'occasion de l'autorisation d'une aide technique le 25.10.1991: „Afin de poursuivre les efforts de démocratisation dans le monde entier il est nécessaire de rééduquer aussi les institutions qui stabilisent les régimes autoritaires, qui sont la police et les forces armées." En dehors des rares exceptions pendant les années soixante, où l'Allemagne a soutenu quelques pays politiquement instables mais importants stratégiquement dans le cadre de la confrontation Est-Ouest, l'Allemagne accorde l'*Ausstattungshilfe* seulement aux pays stables et pacifiques.

3. Conclusion

Une évaluation de l'aide technique est subjective car une évaluation officielle n'existe pas, et c'est ce qui est critiqué très souvent. En outre, le manque d'harmonisation entre l'aide technique du *Bundesministerium der Verteidigung* pour ce qui concerne la partie militaire et du *Bundesministerium des Inneren* pour ce qui concerne la police d'un côté, et l'aide au développement du *Bundesministerium für wirtschaftliche Entwicklung und Zusammenarbeit* de l'autre côté, est bien sûr une faiblesse.

Il est aussi évident que l'aide technique à elle seule ne peut pas établir stabilité et prospérité en Afrique; pour cela, les ressources financières sont trop limitées. En revanche, le but de l'aide technique est de disposer d'un outil efficace.

Ce qui manque, c'est le constat clair que l'aide technique doit servir les objectifs de la politique extérieure et de sécurité. Cet objectif n'est pas en premier lieu le soutien de démocraties africaines mais la préservation de la liberté, de la sécurité et la prospérité des citoyens allemands et de la nation. Le soutien des démocraties africaines est un moyen de réaliser cet objectif, mais ce soutien peut aussi aider les pays africains à créer ou à stabiliser leurs démocraties. La coordination avec l'aide au développement augmenterait fortement l'efficacité de cet outil de politique extérieure.

1. Stratégie ou simple réponse de la politique?

Une stratégie inclut une planification des objectifs politiques, qui engage l'emploi des ressources et des moyens. La liaison avec le pouvoir donne à une stratégie l'efficacité nécessaire.

Le procédé d'une *Gesamtstrategie* nécessite une démarche à long terme qui vise à assurer un développement durable et stable. Après une analyse stratégique qui inclut tous les facteurs, vient la définition des intérêts nationaux. Pendant la phase de définition, la conception d'une stratégie est élaborée. Une telle stratégie nécessite un consensus dans la société. La mise en oeuvre est la partie technique de la réalisation d'une stratégie, suivie par un contrôle.

Quelle est la capacité de définir les intérêts nationaux en Allemagne ?

La notion de sécurité a subi un changement profond par rapport au temps de la guerre froide. L'approche strictement militaire s'est transformée en une approche vers la société civile et on est passé de l'état national à un monde international. La prise en compte des interdépendances globales n'est pas seulement une caractéristique de cette approche, mais en même temps le problème crucial de la formulation d'une stratégie. Jusqu'à la chute du Mur de Berlin il était simple de ne pas définir une stratégie nationale grâce à la bipolarité et à l'adhésion à une alliance avec un adversaire clairement défini. Aujourd'hui, dix ans après avoir retrouvé la vraie souveraineté, il est beaucoup plus difficile de définir une stratégie à cause des innombrables facteurs qui peuvent jouer un rôle dans un monde global. Si on arrive finalement à une définition claire et cohérente des intérêts il faut les opérationnaliser - il n'est pas évident que les définitions de *Verteidigungspolitische Richtlinien* et de *Weissbuch* soient suffisamment concrètes comme règles pour l'emploi des ressources de l'état. De plus, la discussion dans la société allemande sur la définition des intérêts n'a pas encore eu lieu, cette discussion commence lentement de nos jours. Peut-être le changement de gouvernement offrira à l'Allemagne la chance de relancer cette discussion des intérêts

nationaux, en sachant bien que la culture de cette définition est peu développée.

Après la définition des intérêts nationaux, il est évident que ces intérêts peuvent être menacés. Dans le monde des risques et des menaces apparaissent de plus en plus souvent, y compris des menaces mondiales. Il en résulte que les moyens militaires deviennent moins importants pour la sécurité nationale, mais plus importants pour les conditions de vie directes des peuples partout dans le monde. Les conflits d'avenir ne se déclenchent pas aux frontières nationales, mais aux frontières culturelles ou ethniques. Le *Weissbuch* aussi arrive à cette conclusion. Il est important d'en tirer les conclusions pratiques. Si on arrive à identifier toutes les causes de conflits, les menaces et les risques, il reste difficile de trouver une stratégie globale - donc *globalstrategisch* au sens élaboré ci-dessus - qui résoudra les problèmes écologiques et ethniques en prenant en compte de frontières nationales. Se pose alors la question suivante: jusqu'à quelle degré une stratégie peut-elle être interventionniste ou subversive, du point de vue de ses propres objectifs ? Est-ce qu'on a le droit moral d'intervenir pour régler des problèmes intérieurs de pays africains ? Les moyens militaires subissent aussi une telle „mise en examen“.

Pour la politique - le vrai et seul acteur - le problème devient plus complexe: la décentralisation des sociétés industrialisées modernes consiste en plusieurs „sous-systèmes“. Beaucoup de décisions importantes qui ont une influence directe sur la sécurité ne sont pas prises par la politique, mais par l'économie, la science etc. avec leurs propres règles nationales et internationales. La politique nationale allemande est alors fortement fragmentée. La démocratie suit largement le développement des autres domaines.

Les structures officielles sont complexes elles aussi. Les Nations Unies avec leurs nombreux organismes et leurs nombreuses organisations non-gouvernementales sont présentes en Afrique. Parfois l'engagement national semble suivre les règles du marché; Si un engagement est bon marché et sans risques, on peut s'engager facilement, mais en cas de danger ou de coût extrême il vaut mieux qu'un problème soit traité par un organisme supranational..

Les médias influencent souvent les décideurs politiques. Le développement d'une stratégie doit s'inscrire dans une discussion politique. Les informations du public sont gérées par les entreprises commerciales, même s'il s'agit des chaînes publiques comme l'ARD (*Allgemeine Rundfunkanstalten Deutschlands*) ou le ZDF (*Zweites Deutsches Fernsehen*). Le développement d'une stratégie doit donc prendre en compte les instabilités de l'opinion publique. En particulier, il manque une „strategic community“. Très souvent les défis de la politique intérieure sont dominants; la politique extérieure est souvent discutée si les médias couvrent un événement majeur.

2. Le développement futur

Les décisions politiques couvrent seulement une période limitée. Les élections de 1990 ont causé des dommages, parce que toutes les décisions politiques étaient - naturellement - concentrées sur l'Allemagne. L'Afrique - loin d'Allemagne - est devenue secondaire voire tertiaire. Il faut s'occuper de toutes les sources de problèmes mondiaux qu'on pourrait résoudre en coordination avec d'autres nations, et avec l'Union Européenne, mais en respectant les intérêts particuliers de l'Allemagne et de l'Europe - un comportement qui est tout à fait normal pour d'autres nations. Les élections de 1998 ne changeront pas la politique extérieure - au contraire: le budget du ministère de la coopération et du développement sera augmenté.

Pour l'Allemagne le premier objectif de la politique intérieure reste la reconstruction de la partie est de l'Allemagne. La politique extérieure et de sécurité est guidée par la volonté de créer une Europe forte et indépendante, tout en gardant le lien transatlantique. Dans ce cadre, l'engagement national en Afrique restera secondaire. Ce qui va être le moteur de l'engagement allemand sera l'économie qui cherche de nouveaux marchés. Ici, le rôle de l'aide au développement au sens d'un développement durable devient important: l'aide au développement peut créer des conditions stables qui peuvent attirer les entreprises, les entreprises investissent et renforcent la stabilité et la prospérité.

La *Bundeswehr* et le *Bundesgrenzschutz* jouent seulement un petit rôle mais ils sont quand même importants dans le cadre d'une politique extérieure. Malgré le petit nombre de militaires et d'agents de la police en Afrique, l'Allemagne montre aux pays destinataires de l'aide technique qu'une puissance économique s'intéresse à leur avenir.

Littérature

Adelmann, K.,

Ausstattungshilfe,

dans: epd-Entwicklungspolitik 22/91,

Allemagne 1991

Auswärtiges Amt, Deutsche Außenpolitik 1997,
Bonn 1997

Auswärtiges Amt, Referat 300,

Erläuterung zum Entwurf des Bundeshaushaltes 1995,
Einzelplan 0502 686 23 „Ausstattungshilfe“ auf eine
Anfrage der MdB Antje Heremenau, Die Grünen,
(Drucksache 12/8000)

Bonn 16.01.1995

Baynham, Simon, The Fourth
Horseman of the Apocalypse:
Drug Trafficking in Africa,

dans: Africa Insight 3/1995,

USA 1995

Buchbender, Bühl, Kujat,

Wörterbuch zur Sicherheitspolitik,

Herford 1992

Bundesministerium der Verteidigung,

Weissbuch 1994

Bonn 1994

Bundesministerium der Verteidigung,

Verteidigungspolitische Richtlinien,

Bonn 1992

Bundesministerium der Verteidigung - Rü III 5 -,

Unterstützung afrikanischer Länder,

Bonn 1995

Bundesministerium des Inneren,

Bericht über die Ergebnisse der polizeilichen
Ausstattungshilfe im Zeitraum 1992-
1994,

Bonn 1995

Bundesministerium für wirtschaftliche Entwicklung und Zusammenarbeit,

Gemeinsam für eine Welt - Die Entwicklungspolitik der
Bundesregierung,

Bonn 1994

Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit,

Journalistenhandbuch Entwicklungspolitik,

Bonn 1995.

Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit,

Mineralische Rohstoffe in der
Entwicklungszusammenarbeit,

Bonn 1994

Bundesministerium für Zusammenarbeit,

Pressemitteilung vom 25.08.1998

Bonn 1998

Burkhardt et al., Wesen und Wandel der Strategie seit Clausewitz,
Hamburg 1997

Brozka, Michael, Bundesdeutsche Rüstungsexporte in die Dritte Welt,
dans: Moltmann, B., Militarismus und Rüstung,
Heidelberg 1981

Clausewitz, Carl, Vom Kriege,
15. Auflage, Bonn 1952

Deutscher Bundestag, Drucksache 13/1047 v. 04.04.1995
Bonn 1995

Die Welt 18. Janvier 1999
Allemagne 1999

Duewel, Frank, Deutsche Ausstattungshilfe für Afrika,
Hamburg 1996

Fachschule des Heeres für Bautechnik,
Informationsbroschüre Afrika,
Bonn 1994

Fischer Taschenbuch Verlag,

Fischer Weltalmanach 1996,

Frankfurt a.M. 1995

Gottwald, Gaby,

Freunde, Helfer,

dans: Zeitschrift Konkret - Politik und Kultur
12/91,

Allemagne 1991

Haftendorn, Helga,

Militärhilfe und Rüstungsexporte der BRD,

Düsseldorf 1971

Herchenbach, W., Nachbar
Afrika - Deutsche Soldaten im
Einsatz für Frieden und
Entwicklung,

dans: Freiheit in Sicherheit -
Landesverteidigung in der
Demokratie,

Berlin 1990

Dr. Herzog, Robert,

Die deutsche Ausstattungshilfe - mit Schwerpunkt in
Afrika,

dans: Wehrtechnik 9/87

Allemagne 1987

Herzog, Roman, Die
Globalisierung der deutschen
Außenpolitik ist
unvermeidlich,

dans: Bulletin März 1995

Bonn 1995

Hofmeier, Rolf,

Deutsch-Afrikanische Beziehungen 1994,

dans: Hofmeier, Rolf (Hrsg.), Afrika-
Jahrbuch 1994,

Allemagne 1994

Hoyer, Werner,

Aussen- und Sicherheitspolitik Deutschlands,

Vortrag des Staatsministers im Auswärtigen Amt Dr;
Werner Hoyer, MdB, bei der Offizierschule des Heeres in
Hannover am 9. Januar 1998,

Hannover 1998

Kaplan, D.,

The coming anarchy,

dans: The Atlantic Monthly, February 1994,

USA 1994

Kissinger, Henry,

Kernwaffen und Auswärtige Politik,

München 1959

Koch, D., et al ,

Alter Kontinent in neuer Grösse,

dans: Der Spiegel 01/1999

Allemagne 1999

Kohl, Helmut, Die Sicherheitsinteressen Deutschlands,
dans: Bulletin 13/1993,
Bonn 1993

Langmann, Andreas,
Entwicklungspolitik der
Bundesrepublik Deutschland,
dans: Bundeszentrale für
politische Bildung,
Entwicklungsländer, Bonn
1996

Mair, Stefan, Vertragen sich Demokratie und ökonomische Entwicklung,
Stiftung Wissenschaft und Politik,
Ebenhausen 1995

Presse- und Informationsamt der Bundesregierung,
Almanach der Bundesregierung 1997,
Bonn 1997

van der Sand, K., Die Rolle der Entwicklungszusammenarbeit in der
Sicherheitspolitik,
dans: epd-Entwicklungspolitik, Janvier 1995
Allemagne 1995.

Statistisches Bundesamt Deutschland,
Bevölkerung nach Geschlecht und Staatsangehörigkeit,
dans: Bevölkerung - Einwohner und Staatsangehörigkeit

1. Réfugiés et Etrangers en Allemagne
2. Les intérêts nationaux allemands en Afrique

Les intérêts relatif à la politique de sécurité

Les intérêts économiques

Les intérêts écologiques

Les intérêts relatifs aux valeurs idéales

3. Programme quaternaire de l'*Ausstattungshilfe* (Aide technique)
4. Volume global d'aide technique et financière (en millions de Deutsche Mark)
5. Programmes financés par le *Sonderfonds*
6. Processus décisionnel et responsabilités relatifs à l'*Ausstattungshilfe*
7. Processus d'autorisation d'exportation des équipements militaires
8. La répartition des équipes de conseillers militaires en Afrique
9. Les fondations politiques en Afrique
10. L'engagement dans le domaine de l'aide au développement par les églises catholique et protestante allemandes
11. Centres de promotion de la Germanophonie

Annexe 1

Réfugiés et Etrangers en Allemagne

On estime qu'il y a environ 7,4 millions d'étrangers en Allemagne, quel que soit leur statut.

Les cinq premières nations européennes représentées par le nombre de ressortissants sont :

1.270.000 Ex-Yougoslaves (incl Bosnie-Herzegovine)

607.000 Italiens

363.000 Grecs

283.000 Polonais

Les cinq premières nations euro-asiatiques représentées par le nombre de ressortissants sont :

2.100.000 Turcs
106.000 Iraniens
95.000 Vietnamiens
58.000 Afghans
55.000 Libanais

-

Les dix premières nations africaines représentées par le nombre de ressortissants sont :

80.000 Marocains
26.000 Tunisiens
21.000 Ghanéens
20.000 Ethiopiens
17.000 Algériens
14.000 Zairois
14.000 Nigériens
13.000 Egyptiens
10.000 Togolais
80.000 Somaliens

On estime qu'il y a 2 millions de réfugiés, dont

100.000 réfugiés légaux (*Asylberechtigte*)

200.000 réfugiés temporaires dans le cadre d'actions humanitaires

640.000 réfugiés „de facto"

(personnes, qui n'ont pas de droit d'asile mais qui peuvent rester pour des raisons humanitaires ou politiques),

610.000 demandeurs d'asile

Voir: Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Almanach der Bundesregierung 1997, Bonn 1997, p. 128 suivantes, Statistisches Bundesamt Deutschland, Bevölkerung nach Geschlecht und Staatsangehörigkeit, dans: Bevölkerung - Einwohner und Staatsangehörigkeit, Bonn 1999, et UNHCR, Pressemitteilung vom 04.06.1998 über Asylsuchende in Industriestaaten, Bonn 1998

Annexe 2

Les intérêts nationaux allemands en Afrique

1. Les intérêts relatifs à la politique de sécurité
2. Les intérêts économiques
3. Les intérêts écologiques
4. Les intérêts relatifs aux valeurs idéales

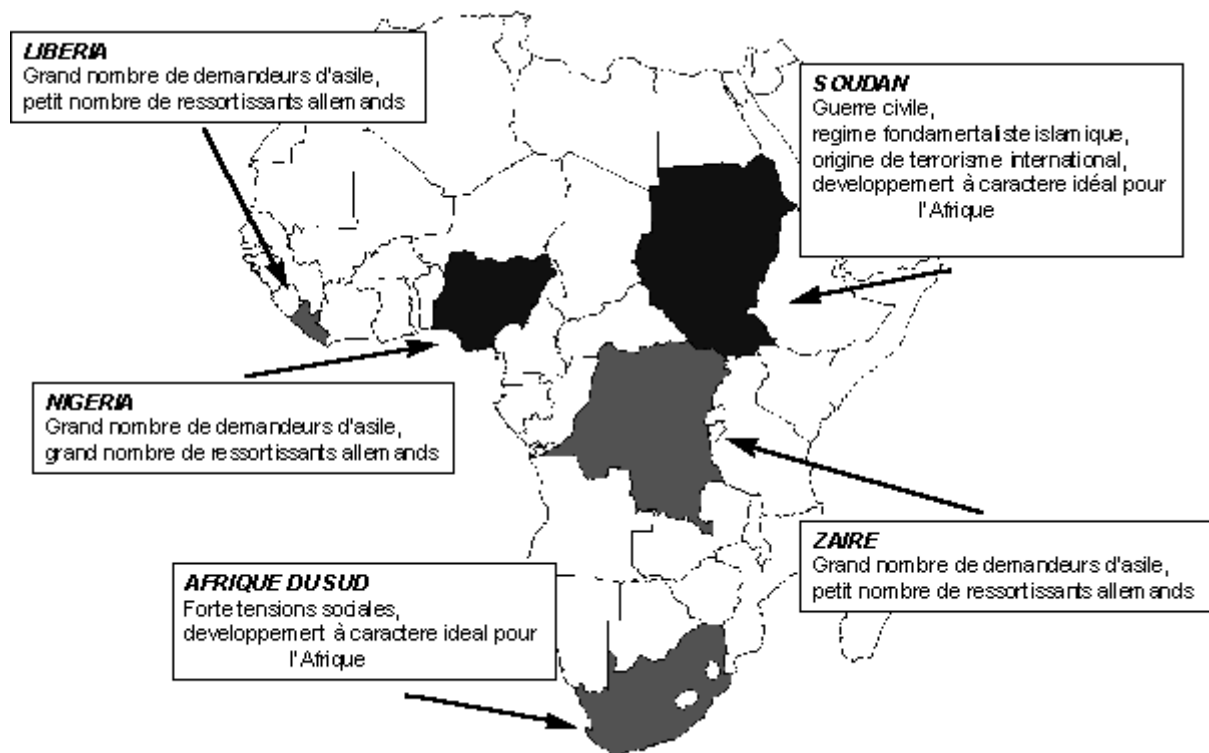
-

Dans les cartes suivantes seuls sont mentionnés les pays dont lesquels l'Allemagne a un intérêt significatif.



Appendix 1 d'Annexe 2

Les intérêts relatifs à la politique de sécurité



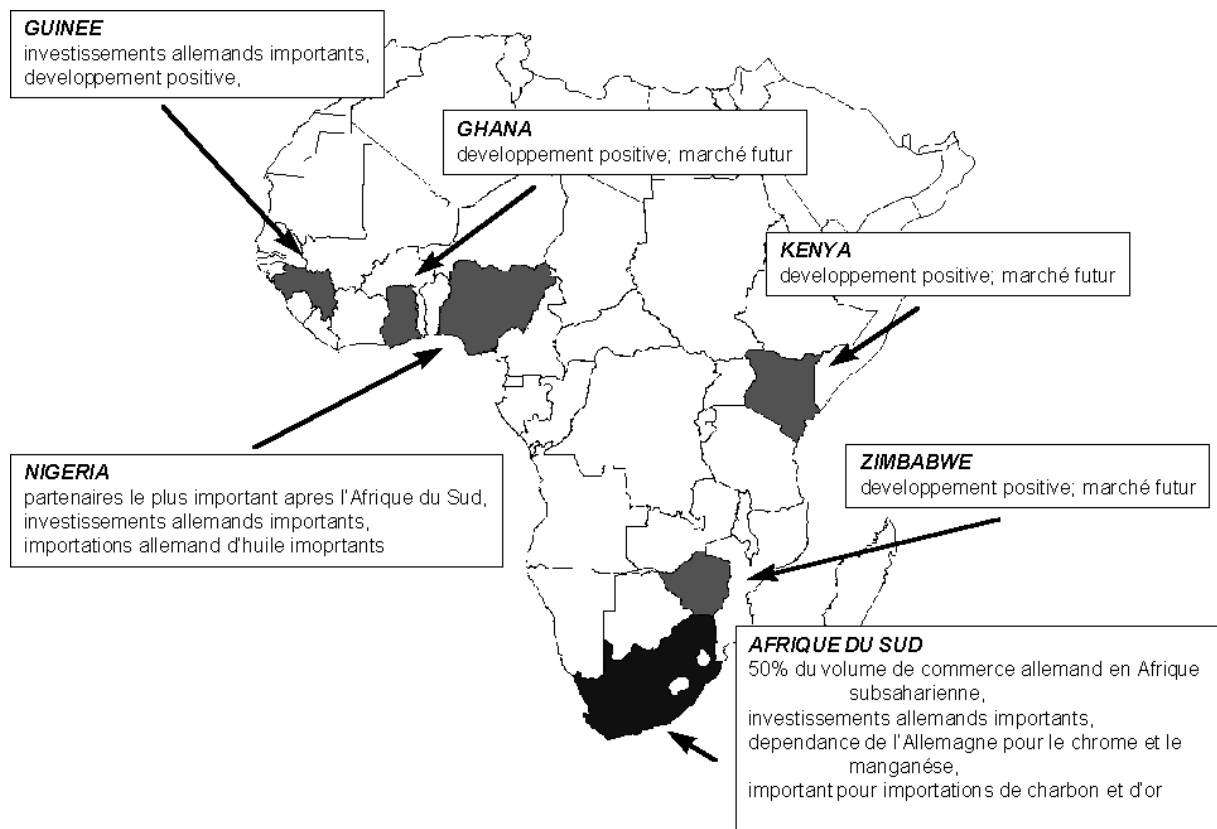
Noir: Importance significative

Gris: Importance secondaire

Voir: Kaplan, D., The coming anarchy, dans: The Atlantic Monthly, February 1994, p. 44 - 76, et Baynham, Simon, The Fourth Horseman of the Apocalypse: Drug Trafficking in Africa, dans: Africa Insight 3/1995, p. 149 suivantes, et Herzog, Roman, Die Globalisierung der deutschen Außenpolitik ist unvermeidlich, dans: Bulletin März 1995, Bonn 1995, p. 164.

Appendix 2 d'Annexe 2

Les intérêts économiques



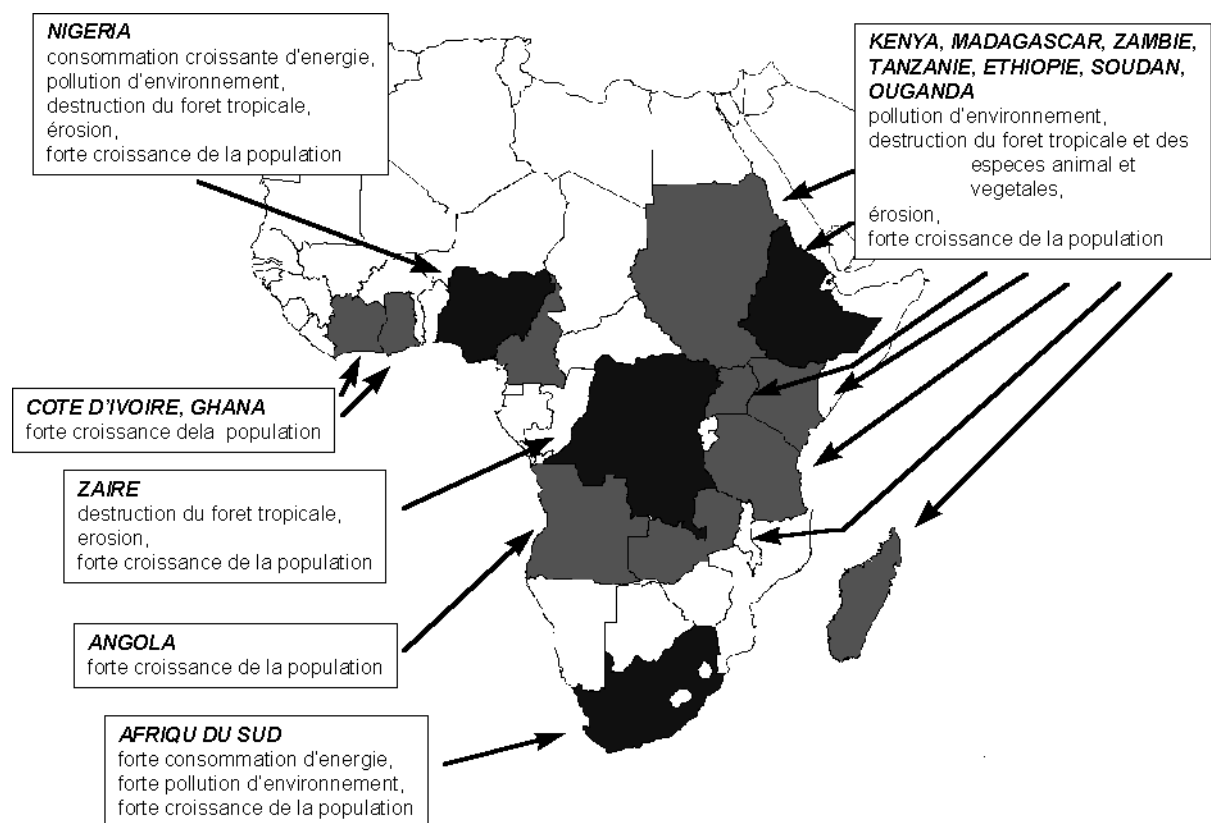
Noir: Importance significative

Gris: Importance secondaire

Voir: Fischer Weltalmanach 1996, Frankfurt a.M. 1995, p. 103, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit, Mineralische Rohstoffe in der Entwicklungszusammenarbeit, Bonn 1994, S. 15, Hofmeier, Rolf, Deutsch-Afrikanische Beziehungen 1994, dans: Hofmeier, Rolf (Hrsg.), Afrika-Jahrbuch 1994, p. 13 suivantes.

Appendix 3 d'Annexe 2

Les intérêts écologiques



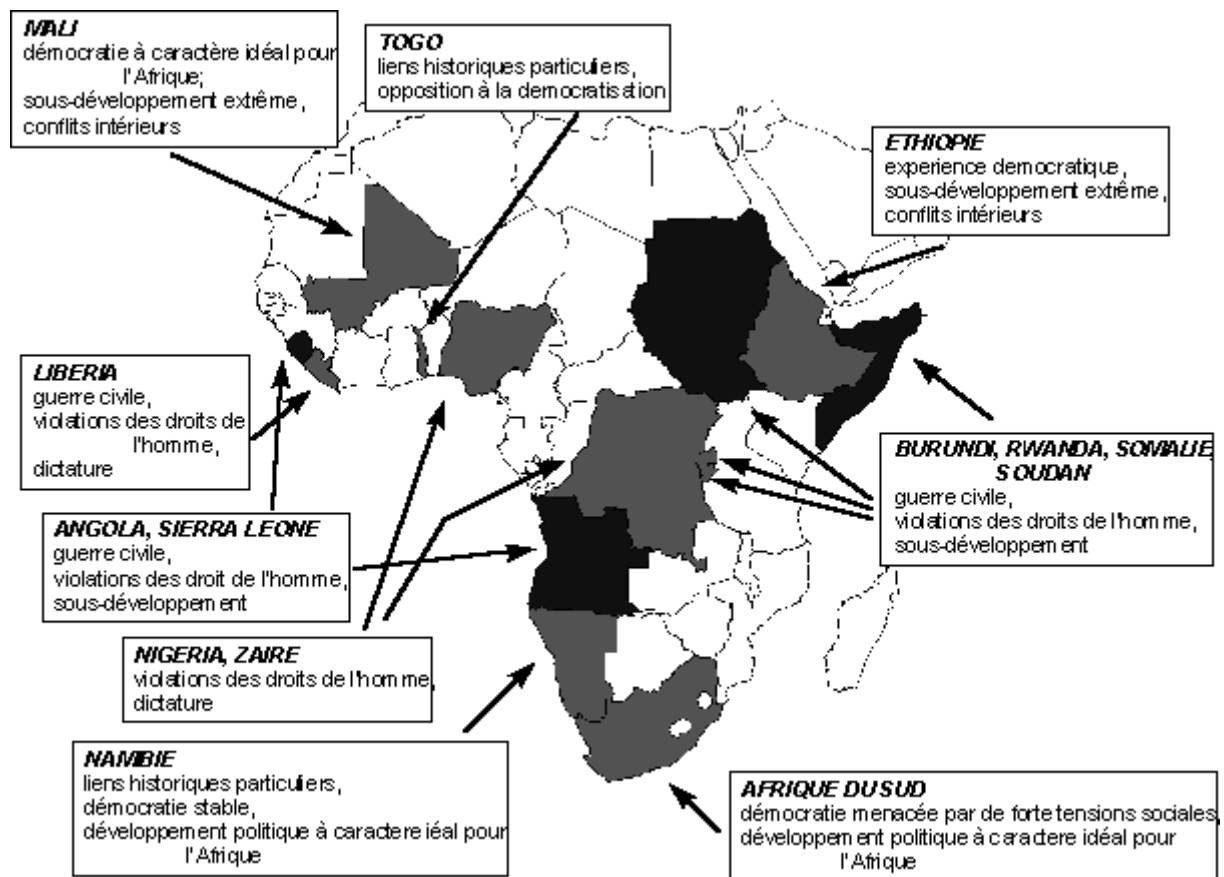
Noir: Importance significative

Gris: Importance secondaire

Voir United Nations Development Program, Human Development Report, New York 1995, p. 189.

Appendix 4 d'Annexe 2

Les intérêts relatifs aux valeurs idéales



Noir: Importance significative

Gris: Importance secondaire

Voir: Kohl, Helmut, Die Sicherheitsinteressen Deutschlands, dans: Bulletin 13/1993, Bonn 1993, p. 101 suivantes, et Mair, Stefan, Vertragen sich Demokratie und ökonomische Entwicklung, Stiftung Wissenschaft und Politik, Ebenhausen 1995.

Annexe 3

Programme quaternaire de l'Ausstattungshilfe (Aide technique)

Übersicht Vierjahresprogramm der Ausstattungshilfe 1995-1998.

AH für ausländische Streitkräfte	DM 45,5 Mio	
Allgemeine Polizeihilfe und Hilfe zur Bekämpfung der OK, insbesondere der Rauschgiftkriminalität	DM 65,4 Mio	
Sonderfonds für kleinere Projekte	DM 24,0 Mio	
Demokratisierungshilfe		DM 28,0
Mio		
<hr/> Parlamentshilfe des Deutschen Bundestages	DM 3.4 Mio	

Finanzrahmen 1995-1998 insgesamt *DM 166,3 Mio*

lfd. Nr.	Empfängerland	Betrag in Mio DM	Durchführung	Programm	1992-94
1	Albanien		1,00	BMI**	
	Neuaufnahme				
2	Äthiopien		2,00	BMIÄ *	
	Neuaufnahme				
3	Benin	4,5		BMVg*	5,0
4	Bolivien		0,15	BMI* *	1,5
5	Botsuana		2,2	BMVg*	
		4,0			
6	Brasilien		2,70	BMI**	4,0
7	Bulgarien		4,50	BMI**	2,0
8	Burkina Faso	3,5		BMVg*	6,0

9	Costa Rica		0,40		BMI**	5,0
10	Ecuador		1,4		BMI**	1,5
11	Estland		3,0		BMI**	3,0
12	Guinea	2,8			BMVg*	5,0
13	Kap Verde		1,2		BMVg*	
8,0						
14	Kolumbien		1,7		BMI**	
2,5						
15	Kongo	2,2			BMVg*	4,0
16	Lettland		3,0		BMI**	3,0
17	Litauen		3,0		BMI**	3,0
18	Marokko		4,5		BMVg*	
2,0						
19	Mauretanien		2,1		BMVg*	
	Neuaufnahme					
20	Mazedonien		2,3		BMI* *	
	Neuaufnahme					
21	Namibia		2,0		BMI**	
	Neuaufnahme					
22	Namibia		4,5		BMVg*	7,0
23	Palästinensische					
	Autonomiegebiete		3,0	BMI**	Neuaufnahme	
24	Panama		1,0	BMI**	Neuaufnahme	
25	Papua Neuguinea		2,0	BMVg*	2,5	
26	Peru	1,0		BMI* *	1,0	
27	Polen	2,55		BMI**	6,0	
28	Rumänien	4 0		BMI*	Neuaufnahme	
29	Rußland	1,5		BMVg**	Neuaufnahme	

30	Sambia		4,5	BMVg*	5,0
31	Senegal		3,5	BMVg*	6 0
32	Slowakische				
	Republik		4,65	BMI**	5,3 als CSFR
33	Tansania	3,5		BMVg*	7,0
34	Tansania	2,9		BMI**	3,5
35	Tschechische				
	Republik		1,55	BMI**	5,3 als CSFR
36	Tunesien		4,5	BMVg*	5,7
37	Tunesien		2,5	BMI**	3,5
38	Ukraine		4,0	BMI**	Neuaufnahme
39	Ungarn	4,10		BMI**	8,0
40	Venezuela	2,5		BMI**	Neuaufnahme
41	Weißrußland	3,0		BMI**	Neuaufnahme

* AH Streitkräfte (*Aide technique militaire*)

** AH Polizei, OK, RG (*Aide technique pour la police, y comprise la lutte contre le trafic de stupéfiants et les structures mafieuses*)

Voir: Auswärtiges Amt, Referat 300, Erläuterung zum Entwurf des Bundeshaushaltes 1995, Einzelplan 0502 686 23 „Ausstattungshilfe“ auf eine Anfrage der MdB Antje Heremenu, Die Grünen, (Drucksache 12/8000) Bonn 16.01.1995

-

Annexe 4

Volume global d'aide technique et financière (en millions de Deutsche Mark)

Région	1997	1998	1999
Méditerranée et Proche / Moyen Orient	642,1 19,6 %	588,0 19,5 %	598,0 20,5 %
Afrique subsaharienne	821,3 25,1 %	856,0 28,4 %	715,0 24,5 %
Amérique Centrale	466,9 14,3 %	398,0 13,2 %	425,5 14,6 %
Europe Orientale	230,0 7,0 %	190,0 6,3 %	245,0 8,4 %
Asie / Océane	1.109,2 33,9 %	979,0 32,5 %	937,0 32,1 %
non-regional	144,5	434,0	434,5
Total	3.414,0	3.445,0	3.355,0

Bundesministerium für Zusammenarbeit, Pressemitteilung vom 25.08.1998, Bonn 1998, tableau 1.

Programmes financés par le Sonderfonds

Anlage Nr. 5

Lieferungen und Leistungen aus dem Sonderfond in den Jahren 1992-1994.
(Kap. 05 02 Titel 686 23)

Quelle: Deutscher Bundestag, 13 Wahlperiode, Drucksache 13/1047, 04.04.95.

Jahr	Land	Verwendung	Betrag in DM
1992	Angola	Transport von Bundeswehrdecken für Wahlhelfer	95 400,00
1992	Brasilien	Zuschuß Informationsaufenthalt bras. Streitkräftepersonals	2 000,00
1992	Elfenbeinküste	Reparatur Ambulanzfahrzeuge	20 500,00
1992	Jemen	Polizeiausbildung	45 000,00
1992	Kambodscha	Schreibmaschinen mit Khmertastatur	2 416,50
1992	Kamerun	Abschluß Ausstattungshilfe zur Vermeidung von Entwicklungshilferuinen	200 000,00
1992	Kenia	Abschluß Ausstattungshilfe zur Vermeidung von Entwicklungshilferuinen	240 000,00
1992	Lettland/Litauen	2 Transportflugzeuge Typ L 410-T aus NVA-Beständen (Reparatur)	1 400 000,00
1992	Libanon	Ausbildung für Polizeioffiziere	9 000,00
1992	Malawi	Kfz-Ersatzteile für Streitkräfte	250 000,00
1992	Mali	3 Monate Polizeiexperte, Training für Großveranstaltungen/ -demonstrationen, Funkausstattung Polizei und Experte	3 926,00 290 000,00
1992	Jemen und Mosambik	über BMI-Polizeistipendien – Fortführung DDR-Maßnahmen	230 000,00
1992	Nepal	Heizöfen Parlament (für Wintersitzungen)	76 015,00
1992	Nicaragua	Beitrag für OAS-Minenräumprogramm	99 696,00
1992	Ruanda	Funkgeräte, Kfz-Reparatur, Verpflegung milit. Beobachtergruppe der UNO	451 868,00
		Auslösekosten für Material für 16 VW Iltis (1993)	4 612,00
1992	Somalia	Polizeiuniformen für die neu aufgestellte somalische Polizei im Rahmen von UNOSOM	14 456,00
1992	Zypern	Boote Rauschgiftbekämpfung	3 304,00
1993	Ägypten	Polizeiausbildung Dokumentenprüfgeräte	33 000,00 20 000,00
1993	Albanien	Inforeise Zolldirektion 42 Motorräder, Fernmeldetechnik, Röntgengeräte, PC, Ausbildung Röntgengerät Zollbehörde	5 000,00 500 000,00 3 750,00
1993	Bolivien	Material für Marineschule	15 000,00
1993	Burundi	Ausstattung Krankenhaus in Kamenge	650 000,00
1993	Djibouti	Hallendach Kfz-Werkstatt (über BMVg)	290 000,00
1993	Elfenbeinküste	Ausbildungsmaterial (PC, Video-Anlage, Overhead-Projektoren, Werkzeugsätze), Sanitätsmaterial (medizinisches Gerät, Medikamente) Reparatur Ambulanzfahrzeuge	500 000,00 60 000,00

	Land	Verwendung	Betrag in DM
1993	El Salvador	Ausstattung Kriminallaboratorien	100 000,00
1993	Eritrea	Instrumentenlandesystem für Flughafen Asmara Technikertraining (1994)	1 385 121,00 56 000,00
1993	Georgien	Polizeiberaterprogramm für Innenministerium	100 000,00
1993	Ghana	Ausbildung Polizeioffiziere	34 000,00
1993	ICAO	Ausbildungsmaßnahmen (BMV) für Flugsicherung in Zusammenarbeit mit ICAO	60 000,00
1993	Jemen	Polizeiausbildung/Fernmeldetechnik, Notstromaggregat	120 000,00
1993	Kenia	Erhaltung Central Overhaul Workshop (Rehabilitation von 15 Lkw) für Flüchtlingsversorgung Nordkenia	517 895,00
1993	Laos	Lufttransport Sanitätsmaterial	11 951,00
1993	Libanon	Geräteausstattung Luftsicherheit für Flughafen Beirut Polizeibekleidung und Motorradhelme MZ-Motorräder	160 000,00 20 300,00 163 720,00
1993	Mazedonien	Faxgeräte für Zoll Computer für Zoll aufgrund JUG-Embargo	2 557,00 71 064,00
1993	Mongolei	Nummernschildstanzgeräte für Straßenverkehrsbehörden	91 540,00
1993	Mosambik	Polizeistipendien für Weiterführung von DDR-Maßnahmen	40 000,00
1993	Mosambik	UNHCR: Minenaufklärungsprogramm für mosam. Flüchtlingsrückkehrer	590 000,00
1993	Nepal	Dokumentenprüfgerät	5 500,00
1993	Türkei	Ausbildung Polizeioffiziere zur Bekämpfung der Organisierten Kriminalität und des Rauschgift Handels	20 000,00
1993	Uruguay	Dolmetscherkosten Polizeihilfe	3 619,00
1993	weltweit	Video über Rauschgiftbekämpfung (durch BMF)	60 000,00
1994	Argentinien	Lehrgang Zollbeamte	4 076,00
1994	Äthiopien	Polizeifahrzeuge Reparatur-Polizeimotorräder	500 000,00 40 000,00
1994	Bosnien-Herz.	Fahrzeuge für EU-Polizei Mostar	302 200,00
1994	Bosnien	Uniformen für EU-Polizei Mostar	200 000,00
1994	Brasilien	Patrouillenboote Rauschgiftbekämpfung	800 000,00
1994	Bulgarien	Material für JUG-Embargo – Funk- und EDV-Geräte für Zollbehörden	9 000,00
1994	Chile	Ausrüstung Bergrettungsdienst	2 000,00
1994	El Salvador	Fachliteratur für Gerichtsmedizinisches Institut	5 000,00
1994	Elfenbeinküste	Reparatur von 2 Rettungsfahrzeugen	59 000,00
1994	Estland	Funkgeräte Polizei	200 000,00
1994	Georgien	Minengefährhinweise für Flüchtlinge	67 500,00
1994	Jamaika	Ausstattung Kriminallabor	177 000,00
1994	Jemen	Medikamente für Somaliaflüchtlinge	50 561,00
1994	Kambodscha	Minenräummaßnahmen Polizeischutzwesten	250 000,00 68 444,00
1994	Malta	Ausbildung Zollhundeführer	9 188,00
1994	Mazedonien	Material wegen JUG-Embargo Handscheinwerfer Funkgeräte Zollbehörden Fortbildungslehrgänge, Handsprechfunkgeräte, 3 VW Passat, kriminal-techn. Gerät, Faxgeräte, Werkzeuge	1 659,00 1 443,00 62 895,00 500 000,00

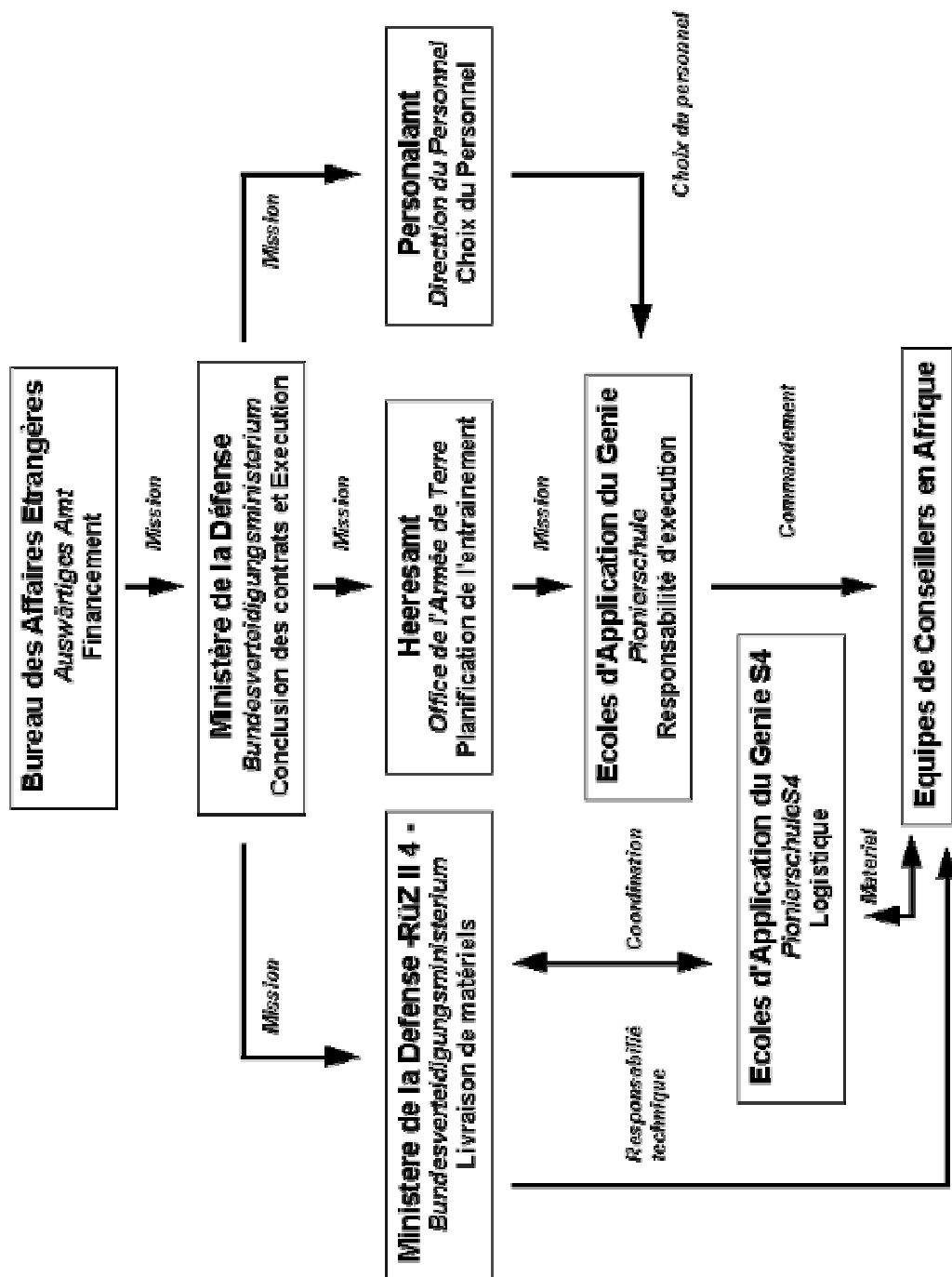
Jahr	Land	Verwendung	Betrag in DM
1994	MOE	Seminar an Polizeiführungsakademie Münster für osteuropäische Polizeioffiziere	5 000,00
1994	Mongolei	Prägewerkzeug – Ergänzungslieferung	14 020,00
1994	Mosambik	Maßnahmen zur Kartographierung von Minenfeldern, Kampfmittelentsorgung und medizinische Notfalllogistik	490 000,00
1994	Namibia	Transport Naturschutzmaterial für Wildparks	25 000,00
1994	Palästinensische Autonomiegebiete	40 MZ-Polizeimotorräder	600 000,00
1994	Panama	Büroausstattung Polizei	100 000,00
1994	Rumänien	Informationsaustausch Grenzschutz	1 000,00
1994	Rußland	LKW-Transportgerät	40 000,00
1994	Simbabwe	Lehrgänge BMI-Polizeiausbildung Rauschgiftbekämpfungsseminar Handsondenlieferung	25 000,00 15 000,00 10 000,00
1994	Spanien	Lehrgang zur Bekämpfung der Kfz-Verschlebung	10 000,00
1994	Südafrika	BKA-Speziallehrgang für ANC-Sicherheitskräfte	55 000,00
1994	Türkei	Ausbildung Polizeioffiziere zur Bekämpfung der Organisierten Kriminalität und des Rauschgifthandels	57 000,00

Voir: Deutscher Bundestag, Drucksache 13/1047 v. 04.04.1995, Bonn 1995

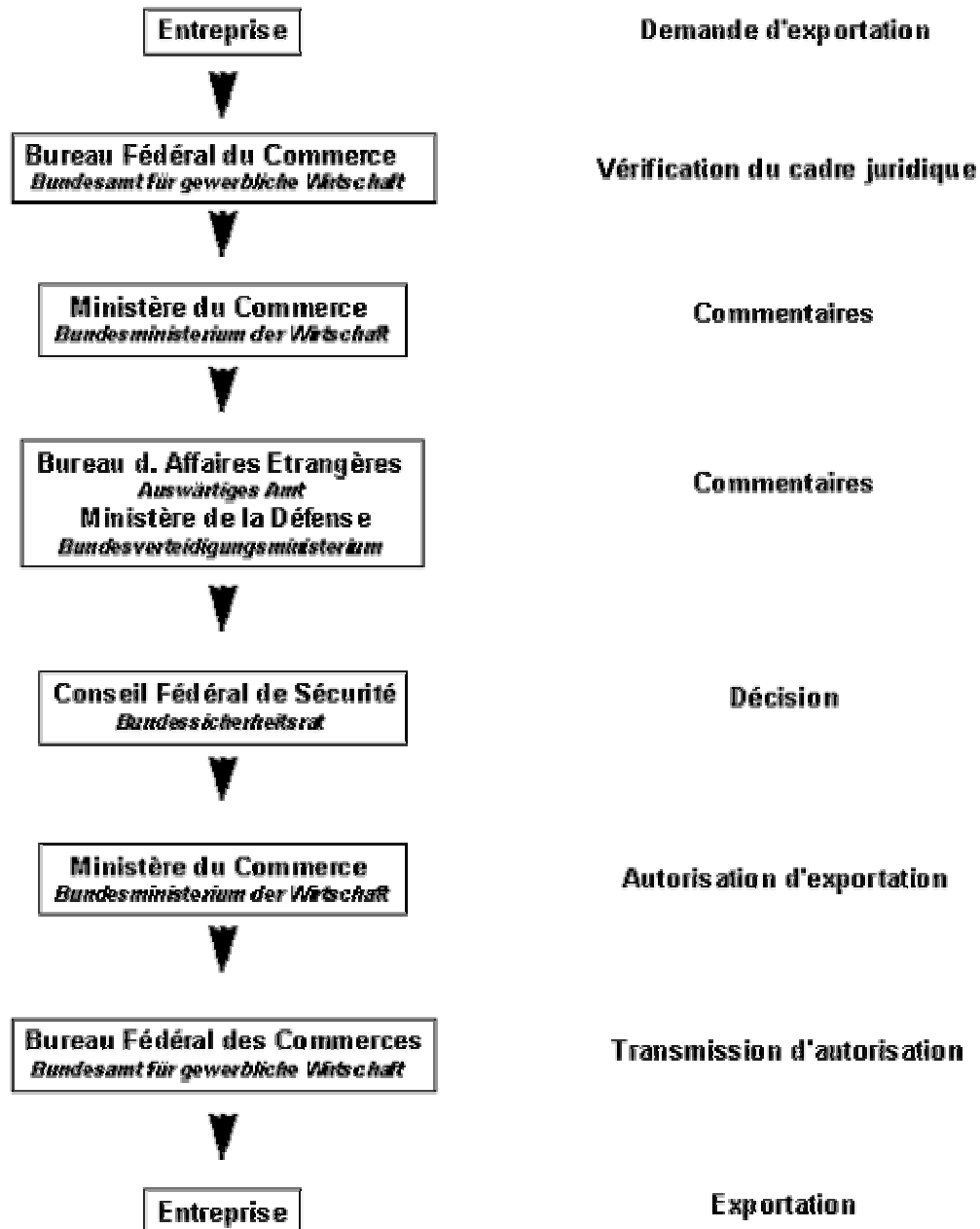
-

Annexe 6

Processus décisionnel et responsabilités concernant l'*Ausstattungshilfe*



Processus d'autorisation d'exportation des équipements militaires



Brozka, Michael, Bundesdeutsche Rüstungsexporte in die Dritte Welt, dans: Moltmann, B., Militarismus und Rüstung, Heidelberg 1981, p. 67.

-

-

Annexe 8

La répartition des équipes de conseillers militaires en Afrique

-



Annexe 9

Les fondations politiques en Afrique



Ici sont indiqués le nombres de bureaux de fondation politique dans les pays respectifs.

Les chiffres représentent les résultats d'une recherche par l'auteur auprès des fondations *Friedrich-Ebert-Stiftung*, *Konrad-Adenauer-Stiftung*, *Hans-Seidel-Stiftung*, *Heinrich-Böll-Stiftung* et *Stiftungsverband Regenbogen*.

Annexe 10

L'engagement dans le domaine de l'aide au développement par les églises catholique et protestante allemandes

-
-
-



Noir: Volume supérieur à 3 millions de Deutsche Mark

Gris: Volume entre 1 million et 3 millions de Deutsche Mark

Les projets inférieurs à 1 million de Deutsche Mark ne sont pas mentionnés.

Voir: Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit, Journalistenhandbuch
Entwicklungspolitik, Bonn 1995.

-

Annexe 11

Centres de la promotion de Germanophonie

-

-

-

-



Ici sont précisés tous les pays dans lesquels existent des bureaux du *Goethe-Institut*, de *Akademischer Austauschdienst*, et de *Humboldt-Stiftung*.

Voir: Auswärtiges Amt, Deutsche Aussenpolitik 1997, Bonn 1997, Anlage 3.

-

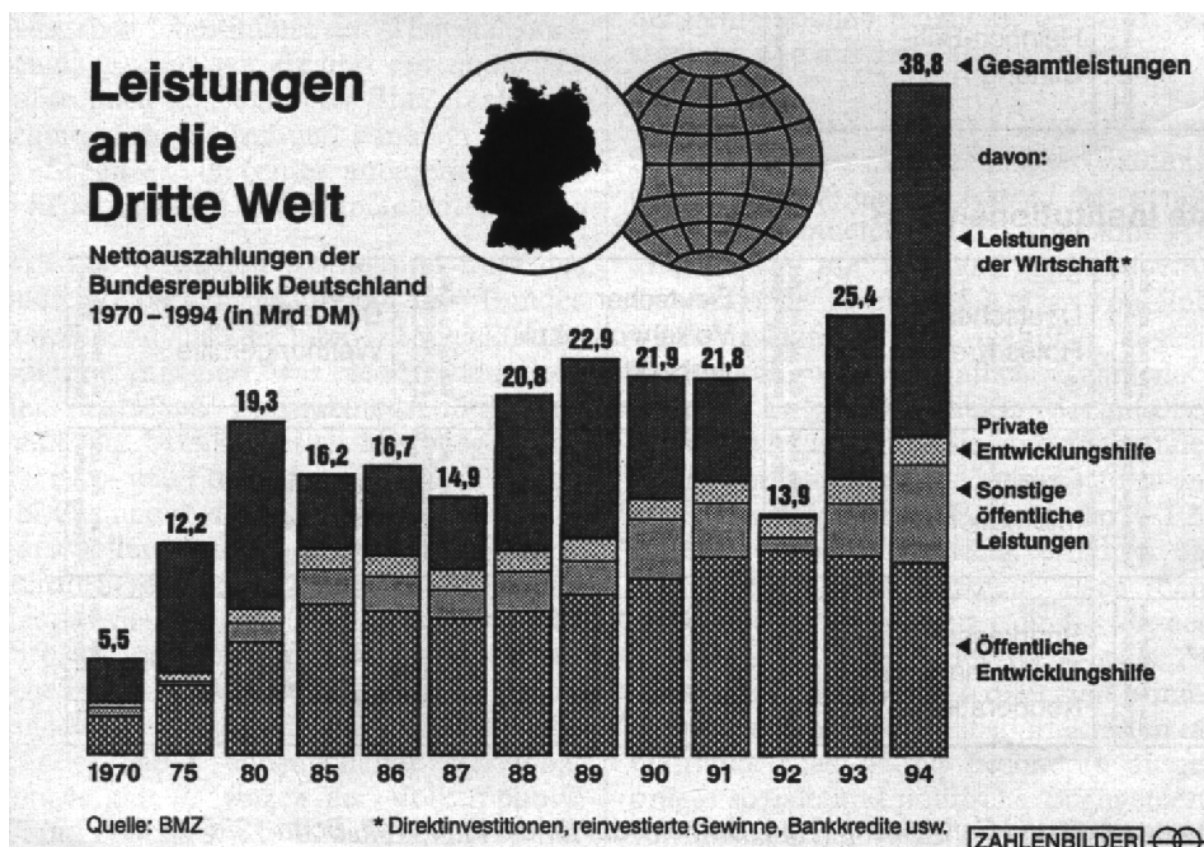
Annexe 12

Contribution vers le Tiers Monde

-

-

-



Voir: Langmann, Andreas, Entwicklungspolitik der Bundesrepublik Deutschland, dans: Bundeszentrale für politische Bildung, Entwicklungsländer, Bonn 1996, p. 48.

Publication et distribution nécessitent l'autorisation

- d'auteur

et

- Deutscher Militärischer Bevollmächtigter in Frankreich

23, Rue des Archives

F- 77300 Fontainebleau

FRANCE

Wolfhagen

Major i.G.

Paris, 12/02/1999